



Briser le silence, vaincre la violence

Paroles de Femmes en Afrique centrale

#MondeEnCommun

Édito

« La violence à l'égard des femmes constitue l'une des plus flagrantes violations des droits humains. Elle est certainement la plus insidieuse. Elle ignore les frontières géographiques, culturelles ou sociales. Tant qu'elle perdurera, nous ne saurions prétendre accomplir des progrès réels vers l'instauration de l'égalité, du développement et de la paix », indiquait, il y a déjà vingt ans, le secrétaire général Kofi Annan, appelant à prendre toute la mesure des violences faites aux femmes.

C'est précisément pour rappeler le caractère prioritaire de cet impératif de développement que l'Agence française de développement (AFD) a conçu l'exposition « Briser le silence, vaincre la violence – Paroles de Femmes en Afrique centrale ». Mobilisée aux côtés des victimes et des associations locales qui les accompagnent, l'AFD a souhaité mettre en lumière les projets de sensibilisation des populations et d'appui aux victimes qu'elle est fière de soutenir en Afrique centrale.

Cette perspective régionale confère un caractère inédit à l'exposition, forte du foisonnement des récits et des visages de Rock, Nadine, Solange, Bénédicte, Nathalie, Katy, Pierrette, Hugor qui tendent leurs mains à Prudence, Zenaba, Elysée, Odette, Juliana, Reine, Viviane, Winnie et contribuent, ensemble, à « briser le silence et vaincre la violence » pour construire un monde en commun.

Le caractère itinérant de l'exposition – qui circulera au Cameroun, au Congo, au Gabon, en République centrafricaine et en République démocratique du Congo – contribuera, je l'espère, à sensibiliser le plus grand nombre à la prise en charge des femmes victimes de violences et, plus largement, à l'égalité femmes-hommes, cinquième Objectif de développement durable (ODD).

Ce recueil des portraits et des témoignages de l'exposition permet de prolonger cette action de sensibilisation. Plus qu'un catalogue, ce livre d'exposition traduit les violences que subissent des femmes – de l'intimité de la chambre à la crudité de la rue, des zones de conflit à l'enceinte de l'école – sans céder au défaitisme, en ouvrant la porte de l'espoir suscité par les femmes et les hommes engagés, dans des projets très concrets, aux côtés des femmes victimes de violences.



Pour conclure, je tiens à adresser mes remerciements les plus vifs aux associations locales que l'AFD accompagne dans ce combat essentiel. Et je forme le vœu que ce travail en commun soit accueilli au siège de l'Agence pour poursuivre la diffusion de ces « paroles de femmes ».

Rémy Rioux,
Directeur Général de l'Agence française de Développement

Gabon

Le Gabon est signataire depuis 1983 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (CEDEF) et il a également ratifié l'ensemble des textes internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'Homme, aux droits des femmes et à l'égalité des sexes.

En outre, la loi fondamentale gabonaise consacre, en son article 2, le principe d'égalité entre les sexes et le pays s'est doté d'un arsenal juridique qui, bien qu'encore incomplet, garantit un certain niveau d'égalité entre les femmes et les hommes.

Pourtant, malgré l'adoption de ces instruments juridiques, force est de constater que les inégalités liées au genre persistent et que les violences à l'égard des femmes sont un phénomène qui se pose avec acuité au Gabon. Liées à la méconnaissance des lois, au poids des normes sociales et culturelles, à un contexte économique difficile, elles se manifestent dans le cadre familial et conjugal, mais également dans le milieu scolaire et professionnel. Alertés, les pouvoirs publics et la société civile ont décidé de se saisir du problème.

Certains de ces acteurs, que l'AFD accompagne au Gabon, ont accepté de témoigner pour rompre le silence, briser les tabous et appeler à l'action : des associations telles que 3S (Santé, Sexualité, Sensibilisation), La Voix des Oubliés, DORCAS, l'orphelinat El Jireh, l'Agence nationale des parcs nationaux (ANPN), le Programme d'investissement dans le secteur de l'éducation (PISE). Au travers de leurs témoignages, il nous est donné de voir la réalité des violences conjugales et familiales, des grossesses précoces et de la déscolarisation, des avortements clandestins, de la situation des jeunes mamans en milieu carcéral, du harcèlement en milieu professionnel, de la traite humaine...

EMMANUELLE LATÉ

est née en 1982 à Libreville au Gabon.

Elle fait des études d'art à l'Académie d'Arts Plastiques et Graphiques Européenne de Lille et obtient en 2012 un diplôme d'État en architecture ENSAP à Bordeaux. Elle crée ensuite le cabinet d'architecture « 2EL Architectes » à Libreville.

Elle manifeste également de l'intérêt pour le dessin, les arts plastiques, le design et se passionne pour la photographie. Autodidacte dans cet art, elle s'emploie à découvrir continuellement de nouveaux

sujets, à explorer de nouveaux domaines afin d'élargir son horizon artistique, à acquérir des connaissances supplémentaires et à interagir avec ses semblables. Ses photographies plongent le public dans un parcours architectural patrimonial, des bâtiments abandonnés, éventrés, chargés d'histoire, mais explorent également les émotions et le langage du corps.

Nathalie Dupagne
(à gauche)
Gynécologue
obstétricienne
et fondatrice de 3S

Katy Stricia Nkolo
(à droite)
Sage-femme à 3S



Je suis gynécologue-obstétricienne, installée à Port-Gentil depuis 1998. En 2014, lasse de voir des jeunes filles enceintes trop tôt, des mères de familles nombreuses encore enceintes par hasard et non par choix ou encore des femmes stériles pour avoir trop souvent avorté, j'ai décidé de fermer mon cabinet et de créer l'association 3S « Sensibilisation Santé Sexualité ». **Ce que je souhaite c'est que les femmes connaissent leurs droits, prennent conscience du respect qui est dû à leur corps et reprennent la maîtrise de leur fécondité.**

Vous savez, ce n'est pas simple. Les hommes ici ont la conviction qu'ils ont un droit d'accès au corps des femmes. Cela semble conforté par le fait que le devoir conjugal existe encore au Gabon. Nous avons reçu à 3S une femme mariée depuis 20 ans et, depuis 20 ans, victime de viol conjugal. Mais elle pensait qu'elle n'avait pas le choix, que c'était son devoir d'épouse. Il a fallu qu'un jour ses voisines s'insurgent et lui disent qu'elle pouvait dire non pour qu'elle prenne conscience de ses droits et qu'elle entame une procédure de divorce. Aujourd'hui elle milite pour les droits des femmes.

Quand des visiteuses viennent pour la première fois à 3S, elles remplissent un questionnaire anonyme. Il en ressort que 21% des femmes ont déjà été victimes de violences sexuelles et, parmi celles-ci, 36% ont été violées. Les autres ont subi des attouchements, des baisers ou des caresses non désirés, etc.

Les violences dont sont victimes les femmes ne sont pas toujours le fait des hommes. Je pense à cette mère qui demandait à sa fille adolescente ce qu'elle attendait pour rapporter de l'argent à la maison et lui rappelait qu'elle-même, au même âge, avait déjà construit une maison « grâce à sa boutique ».

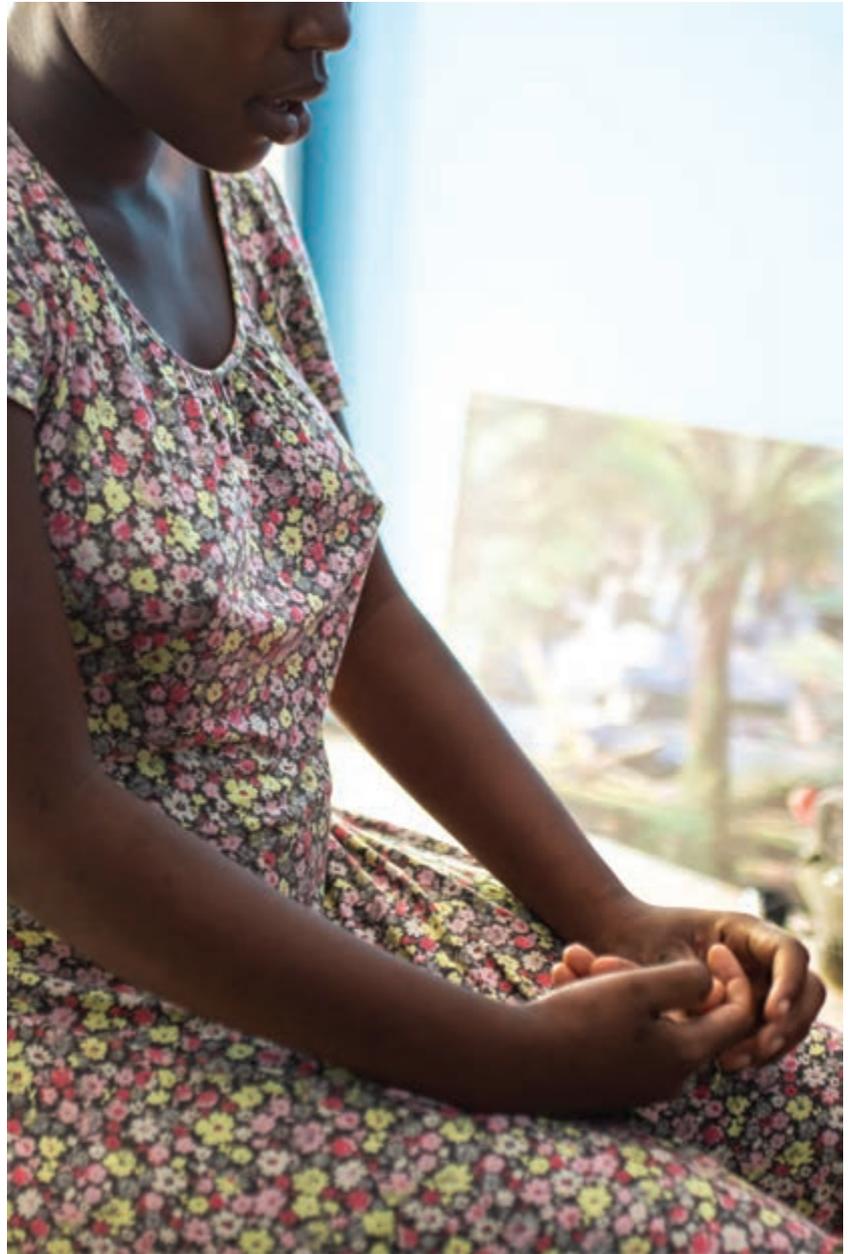
Les racines des violences sont multiples : la pression sociale qui pousse certaines adolescentes à « tester » leur fécondité car rien de pire qu'une femme stérile ; l'émulation des congénères qui considèrent que ce n'est pas normal d'être vierge passés 15 ans ; l'ennui et le manque d'occupation des jeunes qui se tournent vers le sexe, l'alcool, la drogue.

Enfin, il ne faut pas oublier que le Gabon, pays peu peuplé, encourage l'augmentation de la natalité : l'avortement est toujours interdit mais se pratique de façon clandestine avec tous les risques que cela comporte ; la contraception est autorisée mais les contraceptifs difficiles à se procurer et quand ils sont disponibles, la pilule est accusée de provoquer la stérilité et le préservatif de véhiculer le sida ; les dangers liés aux maternités précoces ou trop rapprochées ne sont pas dénoncés.

Paradoxalement, face à toutes ces injonctions qui favorisent la sexualité, la fécondité et la maternité, on me demande parfois de pratiquer des tests de virginité !

Je voudrais terminer en vous racontant une visite de sensibilisation que nous avons faite dans une école primaire. À la question « *Savez-vous pourquoi vos grandes sœurs ont des rapports sexuels si tôt ?* », les petites filles ont répondu en chœur « pour l'argent, pour le téléphone, pour la voiture ! ». Leur modèle, dès le plus jeune âge, ce n'est pas la femme diplômée qui a conquis son indépendance grâce à son intelligence mais la femme entretenue qui dispose de tout le confort matériel, quitte à ce qu'elle l'ait obtenu grâce à son corps et que cela lui ait coûté quelques grossesses.

Nous agissons à notre niveau mais il faudra au moins une génération pour que les mentalités évoluent.



Katy Stricia Nkolo, sage-femme à 3S, a recueilli deux témoignages anonymes sur des avortements clandestins lors de ses consultations.

« Je m'appelle Edvine, j'ai 16 ans et j'ai fait un curetage il y a environ un mois car je ne savais pas comment faire avec une grossesse à mon âge. Le papa me mettait énormément la pression, il me disait qu'il ne pouvait devenir père et que je ne pouvais pas l'obliger à être parent. Il me disait qu'il passait le bac, qu'il avait de l'avenir et que je ne pouvais pas compromettre son avenir. J'étais frustrée et je me suis dit que c'était la seule solution, que c'était un moyen de ne plus subir toute la pression. Il m'écrivait tous les jours, il m'appelait. Je ne voyais pas d'autre garçon, tout le monde savait que je le fréquentais et tout le monde aurait su que c'était lui le père de l'enfant.

J'ai fait un curetage et par la suite j'ai commencé à me sentir mal, à avoir des douleurs au niveau du bas-ventre, du dos, à perdre connaissance, à saigner et cela me mettait mal à l'aise. Je n'en ai parlé à aucun membre de ma famille. Seules mes amies le savent, mais elles n'étaient pas d'accord. Je leur en ai parlé après avoir fait le curetage. C'était à Libreville, personne n'était au courant.

Je veux savoir ce que j'ai. Je me sens mal, physiquement et émotionnellement. Je ne conseille cela à personne.

Ce n'était pas vraiment un curetage, c'était une injection. Cela fait un mois. J'étais enceinte d'un mois et demi. »

« Je m'appelle Béatrice, j'ai 19 ans. J'étais à l'hôpital, j'ai rencontré une femme en blouse, je ne sais pas si elle était sage-femme. J'étais dans une situation compliquée. Je voulais avorter. Je lui ai exposé mon problème et elle m'a fait comprendre que si je voulais avorter, je devais lui remettre 18 000 FCFA. J'ai regroupé cette somme avant de revenir vers elle. Elle m'a dit qu'il fallait que je boive du Nescafé et du Coca, que je ne devais pas manger.

Je suis retournée à l'hôpital vers sept heures pour la voir. Elle m'a mis un comprimé dans le col de l'utérus et elle m'a fait boire deux comprimés. Je l'ai payée.

Elle a fait rentrer une sorte de fer à l'intérieur pour faire le nettoyage. J'ai saigné, j'ai eu mal après. Je n'ai pas eu mes règles depuis mais j'ai des pertes abondantes. »



Hubert Ella Ekogha

Directeur technique de l'Agence nationale des parcs nationaux (ANPN)

La première fois, c'était une nuit de 2015, pendant la saison des pluies car la mer y est plus calme. Quelques jours auparavant des collègues éco-gardes avaient trouvé 9 hommes errant dans la mangrove, aux alentours de Libreville, affamés, épuisés, des Burkinabés.

Pendant plusieurs jours, nous avons balisé toute la zone avec 6 bateaux pour surprendre les passeurs et leur cargaison. **Cette nuit-là, nous sommes enfin tombés sur l'embarcation, un keno de 20 mètres dans lequel étaient entassées 148 personnes dont 19 femmes et une fillette de 7 ans.** Nous les avons fait débarquer à Nendé et les avons interrogés.

Ils avaient été recrutés en Afrique de l'ouest : Mali, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Togo, Bénin. Pour les hommes, on leur avait promis un emploi, la richesse ; pour les femmes et la fillette, elles n'avaient pas eu le choix. Une fois acquitté le prix du passage (400 000 FCFA) qui devait leur donner droit à un voyage confortable et à une arrivée triomphante sur la terre promise gabonaise, les clandestins avaient été acheminés par des passeurs jusqu'à Lagos, au Nigéria, où ils avaient été parqués comme du bétail dans la baraque du chef du réseau. Ils y étaient restés jusqu'à ce qu'il y eut suffisamment de monde. L'étape suivante avait été la ville d'Oron, dans la province de Calabar, toujours au Nigéria, près de la frontière camerounaise. Là, ils avaient été entassés à 150 sur le keno que nous avons intercepté. Six passeurs les accompagnaient, armés de seules machettes. Ils n'avaient pas besoin d'être plus lourdement équipés car deux hommes avaient été immédiatement passés par-dessus bord pour

décourager tout acte de rébellion. Le voyage jusqu'à Akanda (commune au nord de Libreville) avait duré 3 jours, sans eau, sans nourriture. C'est là que nous les avons surpris, avant que les passeurs ne puissent les débarquer et les lâcher dans la mangrove, sans possibilité de s'en échapper, jusqu'à ce que quelqu'un – un autre clandestin installé dans le pays ou un maître gabonais – n'achète leur délivrance pour 50 000 FCFA.

Pendant l'interrogatoire, les femmes nous ont raconté avoir été violées. Toutes sans exception. La fillette, en revanche, nous a assuré qu'elle n'avait pas été touchée. **À la question de savoir où étaient ses parents, elle a répondu « Mes parents m'ont vendue à mon maître et mon maître m'a envoyée ici ».** C'était une petite Béninoise, vendue pour servir comme nounou, ou autre chose, dans une famille au Gabon. Elle savait ce qui l'attendait. Il y en a bien d'autres comme elles, qu'on retrouve dans des centres d'accueil pour enfants à Libreville, enceintes à 12, 13 ou 14 ans, des œuvres de leur maître.

Les femmes rescapées nous ont également dit ne pas avoir payé le prix du passage au départ, faute de moyens. Il était convenu qu'elles commencent à rembourser à leur arrivée à Libreville, une fois devenues nounous, femmes de ménage ou vendeuses de fruits. La plupart du temps, elles mettent cinq ou six ans pour rembourser une somme bien supérieure à 400 000 FCFA car on leur calcule des intérêts fantastiques. **Elles ne sont pas déclarées bien sûr, elles ne peuvent pas se plaindre, elles n'existent pas. Ce sont des esclaves.**

Cette filière existe toujours. Les kenos de la traite humaine continuent d'arriver plusieurs fois par semaine au Gabon.



Bénédicte Biloghe Ebare

Directrice de DORCAS

Je vais commencer par vous raconter mon histoire. Lorsque j'étais jeune fille, j'étais brillante à l'école. Mes parents étaient diplomates et nous vivions à l'étranger. Lorsque nous sommes revenus au Gabon, j'avais 16 ans et j'ai rencontré un garçon. J'ai quitté l'école et abandonné ma famille pour aller vivre avec lui. Je suis restée huit ans, huit ans à subir des coups et des rapports sexuels non consentis. J'ai eu plusieurs grossesses, dont une fausse couche de jumeaux au 7^e mois à cause des violences que je subissais. Je souffre également de surdité car il me frappait souvent sur les oreilles. Ma famille a finalement accept e de me laisser revenir. Mais un jour que mes parents n'étaient pas à la maison, mon compagnon en a profité, il est entr e de force et m'a viol e. J'ai eu une dernière grossesse, avec un accouchement difficile. Je suis tombée dans le coma mais je m'en suis sortie. J'ai trouvé un travail, je vis toujours chez mes parents, avec mes six enfants.

Ce témoignage, je le livre à toutes les jeunes filles et jeunes femmes que nous accueillons à Dorcas, pour leur redonner confiance en elles. Elles viennent chez nous pour sortir de la pauvreté, acquérir une formation en coiffure et en couture, et apprendre à lire et à écrire. Certaines n'ont jamais été à l'école, surtout celles qui ont grandi en zone rurale. **Leurs mères considèrent que l'école ne sert à rien et préfèrent les envoyer dans les plantations.** Si elles ne rapportent pas assez à la maison, elles sont mises à la porte. D'autres ont abandonn e l'école en cours de route, comme moi, à cause des mauvaises fréquentations. Dans un cas comme dans l'autre, elles se retrouvent seules, sans moyens de subsistance. Alors elles en arrivent à se prostituer. Bien sûr, elles ne se protègent pas et tombent enceintes.

L'année dernière, nous avons une apprenante avec un petit garçon, elle n'avait pas les moyens de le faire garder. La fondatrice de Dorcas lui a trouvé une place dans la crèche d'à-côté et cela lui a permis de suivre la formation.

Avec la précarité, la prostitution se généralise et le viol se banalise. Nous avons une autre jeune fille de 20 ans. Un matin, sa formatrice a constaté qu'elle boitait et l'a interrogée. La jeune fille lui a expliqu e qu'elle avait été violée la veille, en revenant de l'église, par un homme qui lui faisait des avances depuis longtemps. Elle a ajout e qu'elle avait été choquée sur le moment mais qu'elle avait fait des examens, qu'elle n'avait contract e aucune maladie et qu'elle allait bien maintenant... Comme tant d'autres, elle considère que cela fait partie de la vie.

Toutes les filles qui viennent se former à Dorcas sont dans des situations compliquées. **Beaucoup ont un mental d evelopp e et on essaie de leur redonner de l'espoir, de les inciter à rêver.** D'autres, heureusement, sont des battantes. L'année dernière, une jeune fille béninoise de 22 ans est venue se former à la coiffure. Ses parents étaient partis au pays pour un deuil mais ne sont jamais revenus, la laissant seule, sans un sou, avec son petit frère et sa s œur jumelle, elle-même maman d'une petite fille de 6 ans. Le propriétaire du logement où vivait la famille les a mis à la porte. Ils vivent dans une porcherie maintenant. Les jumelles ont un niveau scolaire de 6^e ou 5^e et le petit frère n'est pas scolaris e. Mais ces filles s'accrochent. La première a déj à fini sa formation de coiffeuse et s'est installée à son compte. L'autre a pris sa place au centre.



Solange Yenou

Avocate et fondatrice de La Voix des Oubliés

Je suis avocate. Dans l'exercice de ma profession, je traite des cas de violence quasiment tous les jours. Les plus récurrentes, ce sont les violences conjugales que je suis amenée à connaître dans le cadre des procédures de divorce. Les femmes en sont fréquemment victimes mais elles sont désarmées, elles ne connaissent pas leurs droits en la matière. Elles se posent par exemple souvent la question de savoir si elles ont le droit de quitter le domicile conjugal en cas de maltraitance de la part de leur mari. En fait, oui, c'est clairement prévu par la loi. Mais la loi ne leur donne pas de solution quant à l'endroit où elles peuvent se réfugier.

C'est un grand problème au Gabon : il n'y a pas de structures d'accueil pour les femmes victimes de violences.

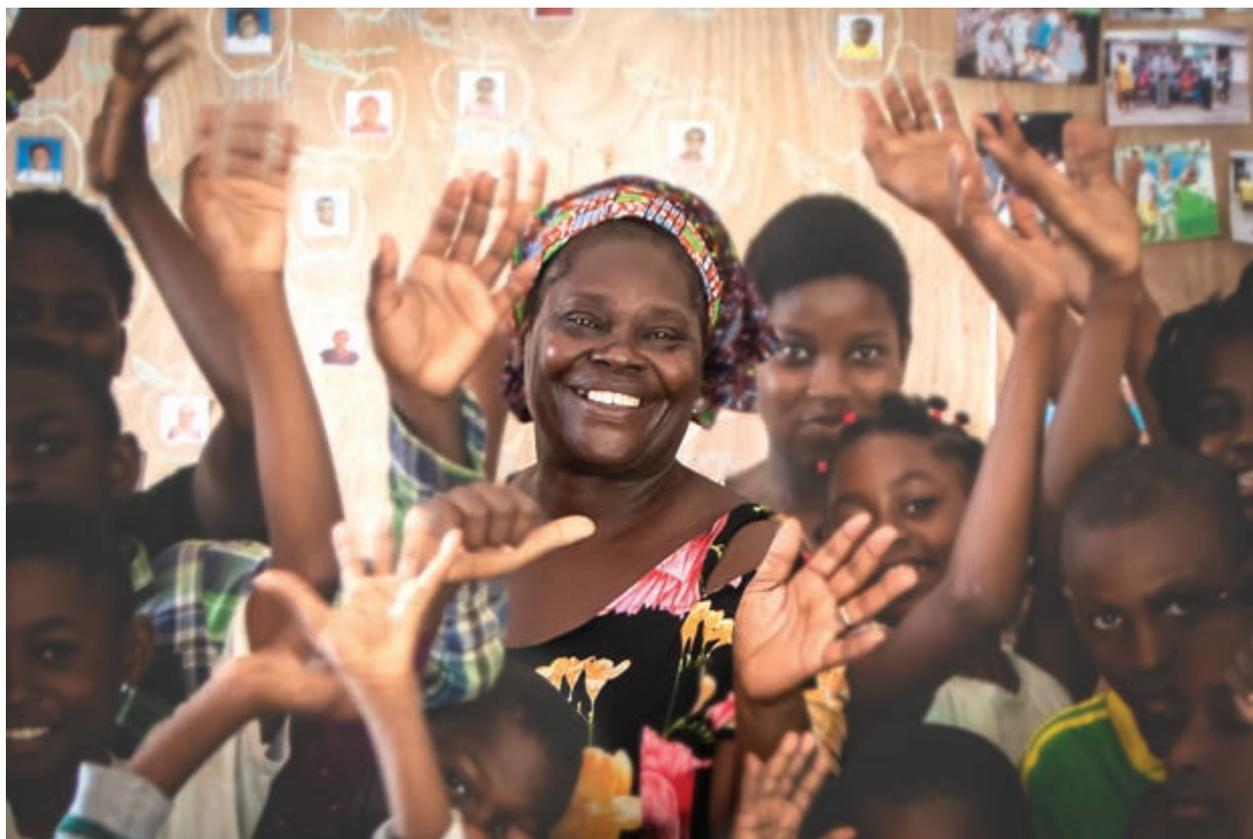
J'entends aussi beaucoup de cas de harcèlement sexuel en milieu professionnel. Les hommes nourrissent généralement un sentiment fort de supériorité par rapport à leurs collègues femmes. Peut-être parce que la situation de ces dernières apparaît comme plus fragile, en raison des congés maternité, des absences pour garder les enfants malades ou s'occuper de la famille, etc. Au Gabon les directeurs des ressources humaines sont souvent des hommes. Quand ils recrutent, beaucoup d'entre eux choisissent des femmes prêtes à faire des choses humiliantes. Quand elles ne sont plus d'accord, qu'elles se plaignent, ils trouvent toujours le moyen de les licencier pour manque de compétence.

Il existe bien une loi contre le harcèlement sexuel en milieu professionnel. Mais les femmes n'ont pas toujours le courage de porter plainte.

Avec l'association La Voix des Oubliés, nous faisons le tour des prisons du Gabon pour recenser les détenus, défendre leurs droits, faire avancer les procédures judiciaires. Dans ces tournées, il n'est pas rare que des jeunes filles viennent se confier pour parler des abus sexuels dont elles ont été victimes dans leur famille. Il s'agit le plus souvent d'un père, d'un beau-père ou d'un oncle. Parfois les parents sont séparés et le père

abandonné se venge sur les enfants. Ou alors, il noie son chagrin dans l'alcool et finit par confondre son ex-compagne et sa fille. Il faut aussi compter avec le mépris que les pères portent aux enfants nés par accident, hors mariage.

En prison aussi les femmes sont victimes de violences. **Je pense surtout aux violences psychologiques et morales que subissent les femmes enceintes et les jeunes mamans en prison.** Les parturientes sont transférées à l'hôpital le temps de l'accouchement puis aussitôt ramenées en cellule où elles ne bénéficient d'aucun traitement particulier, et les bébés non plus. Même quand l'accouchement a été difficile, elles sont assises par terre et couchent sur des matelas à même le sol, avec leurs co-détenues et leurs bébés. Aucune intimité n'est possible. La nuit, on abaisse des grandes moustiquaires sur les matelas mais le jour, elles sont relevées et les bébés ne sont plus protégés. Avec l'association, nous essayons de leur apporter un peu de confort et de réconfort. Mais ces femmes sont insuffisamment protégées.



Pierrette Pambo

Fondatrice et directrice du centre El Jireh

Moi, je n'ai pas enfanté mais j'ai élevé les enfants de mon mari comme les miens ! C'est de là que me vient la vocation de prendre soin des enfants des autres.

Pour accueillir les enfants de la rue, les enfants orphelins, les enfants abandonnés, j'ai fondé le centre El Jireh. Parmi les enfants que nous accueillons, certains sont avec nous de façon provisoire car leurs familles sont démunies et ne peuvent pas s'en occuper. Ils viennent chez nous, nous les nourrissons, les envoyons à l'école. Certains arrivent à 12 ou 13 ans et n'ont jamais été scolarisés. Pour d'autres, l'abandon est définitif.

Je suis frappée par la multiplication des violences au sein des foyers ces dernières années. Vous savez, à El Jireh, une majorité d'enfants, filles comme garçons, a connu des violences familiales et c'est évidemment très préoccupant. Avant, il n'y avait pas d'orphelinats au Gabon, nous n'en avons pas besoin. Ils sont apparus pour recueillir les enfants maltraités et abandonnés.

Pour les violences sexuelles, ce sont bien sûr les jeunes filles qui sont concernées au premier chef. **La plupart de celles que nous accueillons ici ont été violées par un homme de leur entourage et elles arrivent chez nous détruites.** Elles sont parfois atteintes de maladies sexuellement transmissibles ou enceintes alors qu'elles n'ont pas 15 ans. La dernière jeune fille que nous avons recueillie a 14 ans. Alors qu'elle était hébergée chez sa tante, le mari de celle-ci l'a violée. Lorsque la tante a constaté qu'elle était enceinte, elle l'a mise dehors. À son arrivée, la petite ne voulait plus parler, ni manger. Elle était bonne élève mais refuse désormais de retourner à l'école. Elle a honte de ce qui lui est arrivé, se sent en décalage avec les jeunes de son âge et a peur que ses camarades n'apprennent de quoi elle a été victime. Les conséquences sont lourdes aussi pour les enfants à naître. Ces mères, trop jeunes, n'en veulent pas, ils leur rappellent leur traumatisme. Certaines ne parviennent jamais à s'en occuper et on retrouve alors les bébés dans des poubelles.

Pour les accompagner, je travaille avec des associations qui nous envoient des psychologues. Heureusement, l'inceste est désormais puni par la loi au Gabon, mais c'est très récent. Avant, les liens familiaux dans les rapports sexuels n'importaient pas, il suffisait qu'il y ait consentement. La seule possibilité de sanctionner l'inceste était indirecte : il fallait porter plainte pour détournement de mineur. Mais certains cas d'inceste ne concernent que des adultes. Maintenant le code pénal est clair : l'inceste est qualifié de délit s'il est pratiqué entre adultes et de crime s'il implique un mineur.

Ici, au centre, nous incitons les jeunes filles victimes d'inceste à porter plainte. Parfois les coupables se retrouvent en prison mais ce n'est pas suffisant. Souvent, les autres membres de la famille sont au courant et, au lieu de protéger les enfants, ils les mettent dehors. L'absence d'indépendance économique et financière des mères n'arrange rien : il n'est pas rare de voir une femme tolérer que son compagnon abuse de sa fille pour éviter qu'il n'aille voir ailleurs ou tout simplement pour ne pas perdre son gagne-pain.



Luc Ngaba

Ancien proviseur de lycée et coordinateur du PISE

À l'origine, je suis professeur de sciences de la vie et de la terre. J'ai par la suite occupé successivement les fonctions de directeur des études, proviseur de lycée et conseiller de ministre. Aujourd'hui, je coordonne le Projet d'investissements dans le secteur de l'éducation (PISE) qui est soutenu par mon ministère et l'AFD. Oui, bien sûr, **les violences en milieu scolaire sont un véritable fléau au Gabon et les filles ne sont pas épargnées**. Ces violences prennent toutes les formes possibles et imaginables... ou inimaginables!

Lorsque j'étais proviseur au lycée Alexandre Sambat de Makokou, je me souviens m'être étonné de l'absentéisme récurrent d'un grand nombre de jeunes filles, quelques jours tous les mois. On m'a alors expliqué que cela correspondait au cycle mensuel de ces élèves : pour beaucoup d'entre elles, les protections hygiéniques sont hors de prix. Elles doivent se débrouiller avec ce qu'elles ont sous la main : des protections inconfortables et inadaptées comme des lambeaux de vieux vêtements. Les jeunes filles, par honte, par crainte, n'osent plus sortir de chez elles pendant cette période. Et quand ce ne sont pas les protections hygiéniques qui manquent, ce sont les sanitaires pour se changer! On estime qu'en Afrique, une fille sur dix ne va pas à l'école pendant ses règles.

Il est évident que ces absences répétées contribuent au décrochage scolaire, même si celui-ci est davantage le fait des grossesses précoces. **Au Gabon, 28 % des filles âgées de 14 à 19 ans ont déjà eu une grossesse. Dans certaines provinces, ce pourcentage atteint 50 %.** Les conséquences de ces rapports et grossesses précoces pour les jeunes filles peuvent être dramatiques sur le plan sanitaire : maladies sexuellement transmissibles qui peuvent entraîner la stérilité, fistule obstétricale à l'origine d'incontinences qui rendent impossible une vie sociale normale, parfois décès en cas d'avortement clandestin qui tourne mal. Les effets sont aussi psychologiques.

Cette situation est certainement le résultat d'un manque d'information des adolescents. Mais pas seulement. Je veux parler d'un phénomène connu au Gabon sous l'acronyme de NST, Notes sexuellement transmissibles. Il désigne les situations dans lesquelles des jeunes filles cèdent aux avances de leurs professeurs afin de s'assurer les notes suffisantes à la validation de leur année scolaire. Dans certains cas, cette pression s'exerce aussi sur les garçons : les professeurs leur garantissent de bonnes notes s'ils réussissent à convaincre leurs amies d'accepter leurs avances.

Aujourd'hui, les sanctions qui existent consistent à changer le professeur de classe ou d'établissement. Selon moi, il faut durcir les sanctions mais aussi lutter contre la sexualité précoce des jeunes. Pour cela, il faut redévelopper les activités extra-scolaires qui répondent aux besoins et aux attentes des adolescents.

Dans le cadre du PISE, nous essayons d'améliorer cet état de fait et de prendre le problème à la racine. La réhabilitation et la construction d'établissements scolaires doivent permettre de créer des salles informatiques, des laboratoires et des équipements sportifs. Elles doivent aussi améliorer les conditions d'hygiène et d'intimité. **Il ne faut plus que des jeunes filles manquent l'école parce qu'elles n'ont pas d'endroits où se changer pendant leurs règles ou qu'elles décrochent définitivement parce qu'elles tombent enceintes!** En parallèle, il faut aussi lutter contre la normalisation de toutes les violences, que les victimes en soient des filles ou des garçons.

République du Congo

Au Congo, les perspectives économiques, les systèmes d'éducation et de protection sociale encore modestes n'apportent pas toujours de réponses suffisantes aux besoins d'autonomie sociale et financière de la jeunesse. Cette réalité est d'autant plus violente lorsque ces jeunes sont en situation de rupture familiale et dans l'obligation de trouver des alternatives pour vivre.

Quand les garçons et jeunes hommes optent pour la mendicité, des petits métiers du secteur informel ou des vols d'opportunité, les filles et jeunes femmes se tournent souvent vers la prostitution de survie. Difficile aujourd'hui pour les pouvoirs publics et les associations d'évaluer le pourcentage des filles de la rue qui se prostituent au Congo-Brazzaville. Mais tous les acteurs et actrices de la protection sociale et des droits des femmes s'accordent pour dire qu'en période de crise économique et sociale, la prostitution de survie croît significativement.

Pour trouver des réponses à ces situations, l'ONG Action de Solidarité Internationale (ASI), que l'AFD accompagne, intervient en République du Congo depuis 2006 dans le cadre d'un programme de prise en charge de jeunes filles en situation de rue et de vulnérabilité. La majorité est en situation de prostitution de survie, faisant d'elles une population exposée à de nombreux risques (violences, isolement, infections sexuellement transmissibles, addiction...).

Aujourd'hui, ASI anime deux centres, à Brazzaville et à Pointe-Noire, qui accueillent chaque jour entre 60 et 80 filles et jeunes femmes, souvent accompagnées de leurs enfants. A chacune est proposé un accompagnement individualisé, allant de la prévention à leur insertion sociale et professionnelle. Ce soutien transversal couvre les dimensions familiale, professionnelle, psychologique, sociale et médicale, afin de les accompagner, lorsqu'elles se sentent prêtes, vers un autre parcours de vie.

Les trajectoires de ces jeunes filles ne sont pas linéaires et ne peuvent être stéréotypées. Les situations, les dommages, la temporalité des faits font que toutes n'ont pas les mêmes besoins et ne passent pas par les mêmes étapes. Mais pour chacune, la rencontre avec ASI constitue un premier pas pour se reconstruire.

VICTOIRE DOUNIAMA

est photographe et rédactrice basée à Brazzaville. Formée en Afrique du Sud, elle utilise son travail pour explorer la véritable

essence de la vie quotidienne au Congo-Brazzaville et, ainsi, capturer la beauté et la culture unique de son pays.

JAPHET MATINGOU

est responsable du volet accueil au centre d'Action de Solidarité International (ASI) à Brazzaville depuis 7 ans. Il conçoit et anime les principales activités proposées par le centre, qu'elles soient éducatives (alphabétisation, sensibilisation, sport...)

ou ludiques (chant, musique, bricolages...). Japhet est aussi l'oreille attentive et bienveillante qui assure la gestion du suivi individualisé de chaque bénéficiaire. Écrivain, il se met à la disposition des jeunes filles du centre qui souhaitent se raconter.



Fergina,
dans son atelier automobile

F comme Fergina

« Mon rêve, c'était de devenir miss, parce que je fais la taille qu'il faut, mais mon père s'était opposé à cette idée. Je m'appelle Fergina, mon surnom c'est « Mougina ». Depuis que j'ai mis mon fils au monde, je ne m'entends plus avec mon père, il m'a même chassée de la maison.

Je vivais chez des amies qui se prostituaient, et j'ai été aussi obligée de le faire pour subvenir à mes besoins et à ceux de mon fils, son père ne s'occupant plus de lui. C'est dans mes « activités » que j'ai rencontré ASI, qui m'a orientée vers le centre où je me suis fait de nouvelles copines. J'ai suivi une formation en électricité automobile.

Après la fin de ma formation, mon ancien maître artisan m'a proposé de travailler avec lui, car compte tenu de mes compétences il ne voulait pas se séparer de moi. Actuellement, je travaille avec lui, on est devenu collègues ! Ce qui me fait plaisir, c'est que parmi mes apprenants, j'ai une autre bénéficiaire d'ASI que je suis en train de former, cela me rend fière de moi-même. Aujourd'hui, mon père aussi est fier de moi, car partout où je passe tout le monde ne fait que parler de moi.

Je voudrais bien à l'avenir créer ma propre structure de formation en électricité automobile pour former les jeunes démunis. Je compte aussi faire un don au centre ASI car si je suis devenue ce que je suis, c'est grâce à ce centre. Je dois ma vie à ASI. »



Reine et sa nièce Belle Grâce

SE RENCONTRER

La maraude est le premier point d'échange pour prendre soin des filles et femmes rencontrées, les sensibiliser et les orienter selon leurs besoins.

L'équipe mobile ASI, composée d'une travailleuse sociale d'un.e infirmière.e, et d'un chauffeur, se rend dans les lieux de prostitution – parcelles, bars ou rues – et dans les lieux de vie – parcelles partagées entre filles, parfois tenues par un proxénète. Durant ces discussions, les jeunes filles mineures peuvent y obtenir un rendez-vous (« un ticket ») pour être accueillies au centre ASI tandis que les femmes enceintes ou malades sont redirigées vers d'autres structures adaptées.

R comme Reine

« Je m'appelle Reine, j'ai 19 ans, je vis avec ma mère et je ne connais presque pas mon père, car il a refusé de reconnaître la grossesse quand maman était enceinte de moi. Je ne l'ai vu qu'une seule fois et je n'ai plus envie de le revoir, car pour moi, c'est quelqu'un qui n'existe plus.

Avec ses petits moyens, maman a réussi à m'envoyer à l'école jusqu'en classe de 4^e. N'ayant plus de soutien, j'ai été contrainte d'arrêter mes études. Je me suis mise à me prostituer dans le but de subvenir à mes besoins, et surtout à ceux de Belle-Grâce, la fille de ma défunte sœur.

Un jour, alors que j'étais dans une boîte de nuit, j'ai fait la rencontre de l'équipe mobile d'ASI qui m'a remis un ticket. Dès le lendemain, je suis arrivée au centre ASI. Depuis que je fréquente ce centre, j'ai l'impression que mes soucis sont finis car je me suis fait de nouvelles copines avec lesquelles je partage mes ambitions. Au centre ASI, je me sens très heureuse, car je me sens en famille, on s'occupe bien de moi et de Belle-Grâce. Quand nous sommes malades, nous sommes soignées par l'infirmier du centre.

Mon souhait, c'est de suivre une formation en couture afin d'aider maman qui est sans emploi actuellement. Je rêve aussi de créer un grand centre de formation en couture où je serais patronne et j'aiderais les filles qui ont la même histoire que moi. »



Vanécia,
participant à la chorale d'ASI

SE SENTIR EN SECURITÉ POUR SE CONFIER

Se trouver en situation de rue, c'est d'abord quitter un milieu de vie initial qui n'offre plus les conditions minimales de bien-être et de sécurité : carences éducatives ou de soins primaires, violences (psychologiques, économiques, physiques, sexuelles), précarité économique, grossesse non acceptée par la famille ou encore abandon, rejet suite à un remariage ou un divorce, perte d'un ou des parent(s).

Les traumatismes résultant de ces vécus sont complexes et génèrent une grande souffrance morale. Ils peuvent entraîner des réminiscences douloureuses (la « mémoire traumatique ») et la mise en place de conduites d'évitement (pour y échapper - phobies, retrait), des conduites d'hypervigilance (pour tenter de les contrôler), des conduites dissociantes (pour tenter de les auto-traiter), des conduites à risque et des conduites addictives anesthésiantes. Ces troubles peuvent s'installer durant des mois, des années voire toute une vie en l'absence de prise en charge.

L'expression de ces vécus traumatiques est un exercice difficile, souvent indispensable dans un parcours de reconstruction. Libérer la parole passe par la mise en sécurité. Le centre ASI est un lieu pour se sentir bien, un environnement pour se sentir en confiance, un espace de prise en charge où l'on écoute avec bienveillance, où l'on est disponible.

V comme Vanécia

« Mes amies m'appellent « Van » mais mon prénom c'est Vanécia. J'ai 17 ans et je vis avec ma tante paternelle, puisque je suis orpheline de père et de mère. J'ai abandonné mes études en CM2 et je me suis lancée dans la prostitution car ma tante ne pouvait pas subvenir à tous mes besoins. Un jour, alors que j'étais dans « mes activités », j'ai rencontré l'équipe mobile d'ASI qui m'a proposé de venir au centre. Au début, je n'y croyais pas, j'avais peur car ayant été victime de viol, je ne fais plus confiance aux inconnus. La première fois, je suis arrivée juste par curiosité. On m'a très bien accueillie et j'ai décidé de fréquenter le centre régulièrement. Je me suis fait des nouvelles copines ! Au centre, je me sens vraiment chez moi, car les « professeurs » nous écoutent, nous conseillent, nous soignent et surtout nous considèrent comme leurs propres enfants. Ce que j'aime aussi ici au centre, c'est que nous faisons des cours d'alphabétisation, on nous donne à manger. On chante dans une petite chorale nommée « ASI-Musica » où je fais la voix Alto ! J'aimerais bien, dans le futur, suivre une formation en climatisation-froid pour réparer les appareils comme les climatiseurs et les congélateurs et je compte ouvrir un grand centre où les autres jeunes filles et garçons viendront se former. »



Juliana,
à droite, dans son atelier de couture

SE PROJETER POUR (RE)CONSTRUIRE

Trois étapes du parcours sont clés : l'accueil, la stabilisation, l'entrée en formation.

Dans les centres d'accueil de jour, ASI répond aux besoins de base des filles et jeunes femmes (alimentation, hygiène, santé mentale et physique, repos), leur propose des activités ludiques, artistiques et sportives-, des groupes de parole thématiques et d'alphabétisation et un accompagnement médico-psycho-social personnalisé, notamment grâce à une salle de soins agréée. Lorsqu'elles se sentent prêtes, elles peuvent suivre une formation professionnelle en lien avec leur envie et la réalité du marché de l'emploi (couture, coiffure, mécanique auto, plomberie, vente en pharmacie...).

Malgré ces étapes, l'insertion des jeunes femmes se heurte à de nombreux défis au Congo : situation économique fragile du pays, accès difficile des femmes à l'emploi formel, difficultés de resocialisation. La question de la poursuite de l'accompagnement de ces jeunes femmes sur un temps plus long se pose constamment, si nous souhaitons que ces femmes fassent vivre leurs ambitions.

J comme Juliana

« Je m'appelle Juliana, je suis mère d'une petite fille. Je suis orpheline de père, je vis avec ma mère. Par manque de soutien et ayant un enfant à ma charge, j'ai dû abandonner mes études et je me suis lancée dans la prostitution.

C'est dans une boîte de nuit que j'ai rencontré les agents d'ASI qui m'ont proposé de venir au centre. Après quelques mois d'observation, j'ai pu commencer une formation en couture. Je n'ai pas encore fini ma formation mais j'ai de grandes ambitions pour mon futur.

Dans l'avenir, je voudrais construire, un grand atelier de formation en couture, où je formerais tous ceux qui comme moi, n'ont pas eu la chance d'avancer dans les études. »



Les enfants du centre ASI pendant le déjeuner

S'ACCEPTER POUR (S') AIMER

75% des jeunes femmes du centre ASI sont mères, mais c'est rarement par choix. Elles tentent parfois d'avorter, pratique illégale au Congo. La clandestinité de l'acte engendre d'importants risques pour leur santé.

Certaines jeunes filles et femmes dissimulent leurs grossesses, d'autres n'effectuent pas de suivi prénatal, pourtant essentiel pour accepter et construire un lien avec les enfants à naître. L'arrivée d'un enfant, quand elle n'est pas accompagnée, génère fréquemment une « dysparentalité » (rejet affectif ou psychologique de l'enfant) ce qui peut amener les jeunes mères à des violences ou des abandons.

La spécificité d'ASI réside dans la prise en charge mère/enfant, avec l'animation d'une crèche pour les enfants et un accompagnement psycho-social pour apprendre à être soi et à devenir mère.

S comme Smith

« Mon prénom c'est Smith, mon surnom c'est « Mouvéya », je suis orpheline de père. Mon père est mort le jour de mon anniversaire. Ce même jour, je mettais ma fille Cloé au monde : le 22 mai 2015. Je ne connais pas son père, car c'est au cours d'un viol collectif que j'ai contracté la grossesse.

N'ayant pas supporté les moqueries à l'école et par manque de soutien, j'ai été obligée d'abandonner mes études en classe de 3^e. Je me suis alors lancée dans la prostitution, jusqu'au jour où j'ai rencontré l'équipe d'ASI qui m'a remis un petit papier. Depuis, je fréquente le centre ASI et, je ne vais plus dans la rue car je n'ai plus le temps d'y aller, les équipes d'ASI s'occupent bien de moi. Au début, j'avais du mal à accepter ma fille, car sa présence me rappelle le soir où j'ai été violée par ces trois hommes.

À mon arrivée au centre ASI, j'ai rencontré des filles qui ont été victimes de viol comme moi, qui m'ont encouragée à m'accepter telle que je suis, avec toute mon histoire, et surtout à accepter ma fille Cloé qui a vraiment besoin de mon amour. Depuis lors, je l'emmène à ASI où elle se familiarise avec les enfants des autres bénéficiaires. Mon souhait, c'est de suivre une formation en climatisation-froid. Ce qui justifie ce choix, c'est que c'est un métier que j'aime et je veux aider ma famille, surtout ma mère. »

République Centrafricaine (RCA)

Depuis 2012, la RCA connaît une des plus graves crises politiques et sécuritaires de son histoire. Les populations civiles font l'objet de représailles permanentes. Dans ce contexte, les violences basées sur le genre doivent faire l'objet d'une attention particulière. Déjà nombreuses avant la crise, les violences sexuelles sont utilisées dans le cadre du conflit comme un instrument visant à terroriser et « punir » les populations civiles. Le viol et l'esclavage sexuel sont aujourd'hui couramment pratiqués par les auteurs de violence. Le nombre de victimes ne cesse de croître, incluant également des hommes et des enfants, comme le confirment les rapports annuels publiés par le système national de gestion des informations sur les violences basées sur le genre.

Au cours de l'année 2019, plus de 10 000 cas ont été recensés. 30 % d'entre eux ont été classés dans la catégorie des agressions physiques, 23 % dans celle des violences psychologiques et émotionnelles, et 24 % dans la catégorie des violences sexuelles (viol et agression sexuelle).

Les filles et les femmes représentent 94 % des victimes déclarées, mais une grande partie des survivantes ne sont pas recensées, en raison de l'autocensure pratiquée par les victimes, de la crainte de la stigmatisation, de l'absence d'information sur les initiatives mises en place et du manque de moyens financiers.

Le corollaire de ces violences, en particulier des violences sexuelles, c'est l'appauvrissement significatif des victimes, du fait de leur exclusion sociale, des conséquences physiques du viol (blessures, grossesses non désirées, VIH etc.) ou du seul fait de ne plus être en mesure (physiquement ou psychologiquement) de se livrer à leurs activités de subsistance habituelles.

L'ampleur récente du phénomène a révélé l'urgence de mettre en œuvre un système de réparation. La prise en charge globale des victimes des violations des droits de l'Homme et des violences basées sur le genre, telle qu'elle est prévue dans le projet porté par l'AFD, la Fondation Pierre Fabre, l'Institut Francophone pour la Justice et Démocratie et les fondations congolaises Panzi et Mukwege, constituera un des éléments fondateurs de la sécurité individuelle et communautaire, de la cohésion sociale et de la réconciliation.

ANNELA FAUSTINE NIAMOLO,

née le 17 août 1995 à Bangui, est une artiste centrafricaine. Poète, écrivaine, musicienne et journaliste, elle édite son premier recueil de poèmes « Les larmes de mon cœur »

en mars 2019. Elle participe à de nombreux projets avec les Éditions Oubangui et milite au sein d'associations pour les droits des femmes et des enfants.

ORPHE ZAZA EMMANUEL BAMOY

est un jeune cadreur, réalisateur/monteur de films centrafricains et congolais, récemment formé par les Ateliers Varans dans le cadre d'un projet de l'Union européenne. Avec cette formation et l'appui

de réalisateurs internationaux, il a pu mettre son apprentissage et son talent à profit dans la réalisation de plusieurs courts-métrages documentaires en RCA. Il est aussi passionné de photographie.



Docteur Rock Mbetide Degana

Gynécologue obstétricien

« Les femmes victimes n'ont pas seulement besoin d'une prise en charge médicale mais aussi d'un appui juridique ».

Le Docteur Rock Mbetide Degana est gynécologue obstétricien.

Il a reçu sa première victime le 13 mai 2013, lors des événements politico-militaires survenus en République centrafricaine.

Il se retrouve souvent face à des femmes brisées qui n'envisagent pas d'autre solution que le suicide. Pour ces femmes, le traumatisme mental est bien plus grand que le traumatisme physique.

Le Dr. Rock Mbetide Degana dit s'inspirer du travail de Dr. Denis Mukwege. Alors, en plus de sa casquette de gynécologue, il revêt aussi celle d'agent psychosocial pour apporter son appui aux femmes qui réclament justice et réparation et les accompagner dans leur réinsertion dans la société.

Confronté au sein de son service au défi du manque de médicaments et de matériels adaptés pour assurer une meilleure prise en charge de ses patients, le Dr. Mbetide se démène jour et nuit avec les moyens du bord pour protéger et préserver les victimes des violences, tout en restant persuadé que son combat contre l'injustice et l'impunité n'est pas vain et qu'il portera un jour ses fruits.



Prudence
Commerçante

« Aucune femme ne doit être un objet de plaisir ».

Prudence est originaire de Batangafo. Elle est commerçante et mère de quatre enfants.

Dans la nuit du 27 au 28 décembre 2014, son mari est froidement abattu. À son tour, elle est agressée, frappée à coups de crosses puis violée par quatre criminels. Elle perd connaissance.

Prudence vit une double peine. Non seulement elle doit surmonter son traumatisme mais elle doit également affronter les propos malveillants et provocateurs de ceux qui l'interpellent sur les violences qu'elle a subies.

Elle a dû arrêter son commerce pour échapper aux regards et aux jugements.

À travers son témoignage, elle tient à exprimer sa gratitude à l'Association des Femmes Juristes de Centrafrique. Grâce à l'Association, elle a pu bénéficier d'un soutien psychologique et d'autres services d'accompagnement qui lui ont permis de dépasser son traumatisme et de s'occuper de ses enfants.

Son vœu le plus cher est celui de voir la justice centrafricaine faire son travail et que les atrocités qu'elle a subies ne se répètent plus jamais.

Elle espère aussi que son histoire servira à redonner force et courage aux victimes qu'elle exhorte à réclamer justice.



Nadine Carine Poutou

Juriste en droits de l'homme et droit humanitaire

« La place de la femme est à côté de sa famille et de ses enfants ».

Nadine Carine Poutou est juriste en droits de l'homme et droit humanitaire. Elle est également présidente de l'Association des Femmes Juristes de Centrafrique qui a été créée le 19 mai 1992 pour la promotion et la défense des droits de l'Homme et qui apporte un appui aux femmes et aux enfants en leur offrant des services d'ordre juridique, psychologique et social.

L'Association est active dans sept préfectures de la République centrafricaine et œuvre avec Médecins sans Frontières et le service de gynécologie de l'hôpital de l'Amitié de Bangui pour la prise en charge médicale des victimes.

Nadine Carine Poutou attire l'attention sur le fait que de 2013 à 2016, les cas de violences sexuelles ont significativement augmenté suite à la crise violente en 2013 qui a sévi dans le pays et qu'il est nécessaire, indispensable et non négociable de permettre aux victimes des violences basées sur le genre de recouvrer leur place et leurs droits dans la société.



Pascale G. Serra

*Fondatrice du centre culturel
et psychosocial La Maison
de la Mémoire*

« Le devoir de mémoire contribue aussi au processus de paix ».

Pascale G. Serra est diplômée en communication et réalisation audiovisuelle. En 2019, elle fonde à Bangui La Maison de la Mémoire, un centre culturel et psychosocial. L'idée est née à la suite d'une exposition intitulée « Mémoire » et présentée à Bangui pour commémorer la Journée des Victimes. Cette exposition photographique mettait en scène des survivants de massacres qui rendaient hommage à leurs proches disparus.

Pascale G. Serra travaille avec des associations de victimes : elle recueille leurs témoignages, organise des événements qui leur offrent une tribune pour s'exprimer librement et les immortalise sous forme de photos, vidéos ou audios. Cela, au bénéfice des générations futures et pour la construction de l'histoire, car *« se rappeler de ce qui s'est passé permet de ne plus le répéter »*.

En République centrafricaine, les personnes disparues sont considérées comme des chiffres noyés dans des statistiques. Ils n'ont pas de nom, pas de visage et disparaissent dans la plus grande indifférence pour le plus grand désespoir des familles. Leur rendre hommage c'est leur redonner leur dignité et leur identité. Des valeurs qui font aussi la force d'une nation.



Zenaba

« Les femmes doivent être respectées ».

Zenaba est née à Mbaïki puis elle s'est installée à Yaloké avec son mari et ses deux enfants.

En mai 2018, lorsqu'elle regagne son domicile qu'elle avait fui suite aux événements de 2013, elle y trouve un chef de milice.

Il tient un couteau et une grenade. Sans raison, il égorge le fils de Zenaba âgé de 30 ans.

Désespérée, elle poursuit le criminel en lui demandant de la tuer elle-aussi. Elle le suit jusque dans son fief et se retrouve seule face à tous ses complices qui se jettent sur elle, la frappent et la violent.

Elle perd connaissance. Des jeunes du quartier qui passent par là et qui la connaissent l'aident à se relever et à rentrer chez elle.

En pleine convalescence, elle apprend le décès de son deuxième fils âgé de 22 ans, tué d'une balle perdue. Puis la mort de son mari.

Traumatisée, elle perd la parole et se retrouve paralysée.

Aujourd'hui, elle remercie l'Association des Femmes Juristes de Centrafrique pour le soutien psychologique dont elle a bénéficié ainsi que les activités génératrices de revenus qui lui permettent, aussi, de s'occuper un peu l'esprit.

Elle encourage les victimes à rester braves, à aller jusqu'au bout de leurs démarches juridiques et elle prie le gouvernement de veiller à ce que justice soit rendue.

République Démocratique du Congo (RDC)

La République Démocratique du Congo représente un vaste territoire et une communauté humaine diversifiée. Les soubresauts politiques, les conflits régionaux et internes, les différences culturelles, sociales ou religieuses pèsent lourdement sur les relations entre les femmes et les hommes du pays et conduisent à une insécurité dont les femmes sont les premières victimes.

Décrite il y a quelques années comme l'épicentre du viol institué comme moyen de domination, la RDC ne parvient pas à sortir de cette spirale. L'attribution récente du prix Nobel de la Paix au Dr. Denis MUKWEGE a remis en lumière l'importance de ce phénomène mais a également montré l'impérieuse nécessité de lutter contre les violences faites aux femmes.

De nombreuses initiatives existent, portées par une multiplicité d'acteurs. C'est une de ces initiatives qui est présentée au travers de cette série de photographies et de témoignages. On y découvre les portraits de femmes et d'hommes qui œuvrent pour améliorer le quotidien de leurs concitoyens, ainsi que l'histoire de deux bénéficiaires.

Cette initiative, c'est celle de Médecins du Monde France et de son partenaire local AFIA MAMA, tous deux appuyés par l'AFD. Son objectif est de contribuer à l'amélioration de la santé sexuelle et reproductive des jeunes de 10 à 24 ans, notamment en termes de prévention des grossesses précoces, de prise en charge des infections sexuellement transmissibles et des violences sexuelles, de soins après avortement et d'offre contraceptive dans cinq zones de santé de Kinshasa.

JUNIOR D. KANNAH

est né à Kinshasa. Il s'installe en tant que photographe et vidéaste indépendant en 2006 et travaille pour diverses agences de presse. En 2012, Junior est lauréat d'un concours organisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et présente une exposition :

Face du développement. En 2017, l'artiste réalise son premier court métrage où il décide de mettre en lumière la rumba congolaise : Le retour des Pionniers. Artiste engagé, Junior est également le fondateur de l'ONG Kultur Plus qui milite pour la promotion de la recherche culturelle et historique.



Hugor Nsiala, 29 ans

Pair éducateur à l'aire de santé de Madiata à Selembao

Je suis fier d'apporter un plus pour le changement au sein de ma communauté.

Depuis 2017, je suis sensibilisateur. J'ai suivi beaucoup de formations qui m'ont donné des atouts pour avoir la bonne approche afin de mieux parler aux jeunes. J'ai appris à les inciter à s'ouvrir facilement et à se confier. Une formation dans l'accompagnement psychosocial m'a permis d'interpréter les attitudes des gens.

Les jeunes filles n'aiment pas témoigner. Elles ont peur d'être stigmatisées dans la société comme « la fille violée ».

L'une de mes missions est de sensibiliser à travers des échanges avec les victimes. Ce qu'on appelle « causerie éducative ». Je suis aussi appelé à expliquer combien c'est important de dénoncer, et si besoin, se tourner vers les centres de santé pour permettre aux victimes d'avoir des soins appropriés.

Les jeunes s'intéressent de plus en plus à nos échanges. On en reçoit au moins 200 par mois dans l'espace jeunes à Madiata. Les filles sont généralement plus intéressées. Les garçons sont attirés par les questions liées aux maladies sexuellement transmissibles et les méthodes de contraception. Ils espèrent recevoir des préservatifs lorsqu'ils viennent. **Durant les échanges, beaucoup de filles ont du mal à faire entendre leur voix car elles ne sont pas habituées à donner leur avis dans leur famille.**

Quatre sujets sont au centre de nos nombreux échanges avec les jeunes : violences basées sur le genre, soins et avortements, planification familiale, infections sexuellement transmissibles et VIH.



Odette, 23 ans
Bénéficiaire

J'ai été violée en 2018 et je suis devenue mère d'une fillette.

Je vivais seule avec mon oncle depuis un an et demi. Un jour, notre maison a été inondée par l'eau de pluie. Et ce garçon, qui depuis un moment me faisait des avances, s'est introduit chez nous. Il s'est proposé de m'aider et j'ai catégoriquement refusé. Il m'a alors prise de force et m'a violée. Avec la forte pluie qui s'abat-tait, mes cris n'ont pas été entendus. Il s'est ensuite rapidement enfui. Au retour de mon oncle, je lui ai expliqué ce qui s'était passé. Je ne savais pas où vivait cet individu, mais avec nos voisins nous sommes allés rencontrer ses parents. Ils m'ont rejetée toute la responsabilité sous prétexte que j'étais majeure, donc consciente de mes actes.

Quelques mois après, je me suis retrouvée enceinte. Mon oncle n'a pas supporté ce qu'il considérait comme une énième humiliation. En me faisant venir dans la capitale, en 2017, il disait espérer tout sauf me prendre en charge avec un bébé. Il a alors décidé de me mettre à la porte. Les voisins témoins de cette histoire m'ont gracieusement recueillie chez eux. L'idée était que j'y reste jusqu'à ce que ma grossesse arrive à terme, mais finalement, j'y suis depuis près d'un an. Mon enfant est né en mars 2019.

J'ai aimé mon enfant tout de suite. Je n'ai eu aucune envie d'avorter par peur d'y laisser ma vie, mais aussi parce que cela allait à l'encontre de mes valeurs familiales. On n'avorte pas dans ma famille, peu importe les circonstances.

Grâce aux échanges avec quelques personnes dans le quartier, j'ai eu connaissance de la zone de santé près de la maison. Les jeunes s'y rendaient régulièrement et ma logeuse m'a demandé de faire pareil. C'est grâce aux pairs éducateurs rencontrés dans cette structure de suivi que j'ai reçu un accompagnement prénatal et même postnatal. Leurs conseils m'ont redonné confiance en moi et foi en l'avenir. Aujourd'hui je souhaite trouver du travail pour devenir indépendante.



Anny Modi

Activiste engagée pour la défense des droits des femmes et directrice exécutive de l'organisation militante AFIA MAMA

En revenant en RDC en 2012, après quelques années en Afrique du Sud où je m'étais engagée comme activiste, nous nous sommes intéressés avec des amis, à la situation de personnes vivant avec le VIH. Nous avons accordé une attention particulière aux cas des femmes célibataires, des filles-mères et des survivantes du mariage précoce.

Nous avons constaté qu'il y avait des discriminations à leur égard. D'où l'idée de mettre en place une structure qui faciliterait l'accès aux services pour cette catégorie de personnes. C'est de là qu'est née AFIA MAMA à Lubumbashi.

Nous avons débuté nos actions de plaidoyer, les sensibilisations sur la santé sexuelle et reproductive dans les zones rurales périphériques du sud-est de Lubumbashi, et surtout dans les zones où il y avait de l'exploitation artisanale de minerais. Il y avait beaucoup de cas de viols et un taux élevé de personnes touchées par le VIH.

Notre approche de mobilisation communautaire est participative et implique divers acteurs. **Nous estimons qu'un problème qui touche la femme, qu'il soit lié à la santé ou à l'autonomisation économique, est un problème qui demande une implication multisectorielle.** Cela est nécessaire pour que la femme puisse avoir son pouvoir de décision et accéder aux services.

Tous les acteurs qui peuvent aider à ce processus, nous les impliquons dans nos initiatives. **Nous parlons beaucoup des valeurs avec les leaders communautaires pour les amener à faire évoluer leur manière de percevoir le rôle de la femme dans la société.** Et tout le monde participe car l'idée est que chacun puisse comprendre et analyser les conséquences des pratiques actuelles. La responsabilité du changement repose sur les épaules de tout le monde.

La même méthode est appliquée lorsque nous travaillons avec les jeunes. Nous les mettons au centre et les incitons à adopter les bonnes pratiques. Nous parlons de l'individu pour aller vers la communauté.

Lorsque nous devons travailler avec les femmes victimes des violences basées sur le genre et de violences sexuelles, nous avons plusieurs approches, notamment des échanges avec des femmes ayant subi les mêmes types de violences. Nous avons également des psychologues qui leur offrent un accompagnement professionnel et clinique et les aident à se libérer de l'impact de ce qu'elles ont subi.

En sept ans, nous avons pu inaugurer des bureaux de représentation dans dix autres provinces. Notre approche est en train d'être acceptée par d'autres communautés, dans plusieurs provinces. Nous sommes partis du sud-est de Lubumbashi pour aller jusqu'à Gemena qui est au nord-ouest du pays, en passant par le centre où les croyances socioculturelles et les normes sociales sont parfois contradictoires. Notre approche arrive à s'adapter à chaque contexte.



Laurent Nzungu, 44 ans

Prestataire de soins engagé dans la sensibilisation et l'accueil des personnes violées ou confrontées aux grossesses non désirées

On qualifie facilement une fille qui dénonce le viol de sorcière.

En 2015, le médecin chef de la zone de santé de la commune de Selembao m'a proposé de travailler sur ce projet avec Médecins du Monde.

Cinq ans après, je peux dire que ce métier m'a changé.

Nous aidons les jeunes filles victimes de violences sexuelles dans la prise en charge des infections sexuellement transmissibles et leur apportons des soins lorsqu'elles subissent des avortements non sécurisés. Nous sommes aussi dans la prise en charge des victimes et la sensibilisation sur la planification familiale.

Nous travaillons avec des zones de santé subdivisées en aires de santé dans différents quartiers.

Nous sommes mis en relation avec les jeunes filles par les pairs éducateurs qui sensibilisent dans les structures partenaires et les pharmaciens qui ont été formés pour être sources d'information. Ils repèrent les filles qui viennent à chercher des produits pour avortement. La communauté nous met aussi en contact avec les jeunes filles.

Généralement, ce sont des filles de moins de 18 ans. Leurs histoires sont souvent dramatiques.

Les violences domestiques sont très fréquentes depuis un certain temps. Un cas m'a particulièrement marqué ces derniers jours. Une fille de 13 ans dont les parents vivent en Europe a été violée par le père et le fils de la famille qui l'accueille. Elle a essayé d'en parler à la maîtresse de la maison, mais celle-ci l'a taxée de sorcière.

En RDC, peu des gens abordent le sujet des violences sexuelles. La peur d'être rejeté, la pauvreté et les négociations financières font obstacle à la dénonciation.

Avec les formations que j'ai suivies sur le genre je porte un autre regard sur ce qu'on choisit de nommer « violence faite à la femme ». J'ai dû ôter ma casquette de patron le dimanche quand la femme de ménage ne vient pas travailler et je participe aux tâches ménagères. Mes habitudes ont changé.

Les partenaires et les programmes nationaux doivent se mobiliser sur ce sujet pour que toute la communauté soit informée. Les gens ne sont peut-être pas au courant que pour la prise en charge de la violence sexuelle, les soins sont gratuits.



Elysée, 21 ans
Bénéficiaire

J'avais 16 ans quand j'ai été violée par le fils du mari de ma mère et je n'ai pas porté plainte.

Mes parents sont divorcés et j'avais fait le choix de vivre avec ma mère. La maison où vit ma mère n'a que deux chambres. Mon beau-père a quatre garçons. Ils dormaient dans la chambre et moi, étant la seule fille, on m'avait demandé de dormir au salon.

Une nuit, j'ai senti que quelqu'un me caressait. Je n'ai rien dit par peur de contrarier ma mère et son époux. Cela s'est répété par la suite. **Un jour, j'ai tenté d'en parler à maman et elle m'a répondu « tu vas gâcher tes chances d'aller à l'école, ton père n'appréciera pas ». C'est son mari qui payait mes études. J'ai alors décidé de me taire.**

C'est ainsi qu'une nuit, l'un des fils de mon beau-père m'a violée. J'ai sursauté mais je n'ai pas pu me battre contre lui, j'ai crié dès que j'ai pu et il s'est enfui. Il avait juste une serviette sur lui. J'en ai parlé à ma mère le jour suivant, elle m'a promis de gérer la situation à son niveau. Elle a convoqué une réunion le lendemain pour interpeller les quatre frères. Mais aucun n'a voulu endosser la responsabilité. Frustrée, j'ai quitté la maison et suis allée chez une tante maternelle. Un mois après, je me suis rendue compte que j'étais enceinte.

Ma mère m'a proposé d'avorter et j'ai accepté car je ne me voyais pas avoir un bébé avec le fils de mon beau-père. Elle m'a remis des comprimés qui ont facilité l'expulsion du fœtus.

Aujourd'hui, j'accepte de témoigner parce que je pense que de nombreuses familles vivent une situation similaire. Ma démarche a pour but de me libérer et de sensibiliser certains parents.

J'ai pardonné l'auteur des faits, il est venu présenter ses excuses un an après le viol. Je ne suis toutefois pas contre l'idée qu'il soit poursuivi par la justice.

J'ai rencontré un pair éducateur dans l'aire de santé de notre quartier et j'ai pris connaissance des nombreuses histoires dont certaines sont similaires à la mienne. J'ai réalisé que la vie ne s'arrêtait pas au souvenir du viol. Il faut avancer. Aujourd'hui en racontant cette histoire, j'accepte d'aller de l'avant. Je vais obtenir mon bac cette année. J'aimerais aller à l'université et plus tard devenir secrétaire de direction.

Cameroun

Sur le chemin de la réparation

Au Cameroun, les données de l'Enquête Démographique et de Santé de 2011 révèlent que 55% de femmes ont été victimes de violence depuis l'âge de 15 ans. Celles-ci se déroulent principalement dans le cadre familial, conjugal et scolaire.

Ces violences physiques ne sont que la partie visible d'un phénomène plus large : les violences basées sur le genre, ensemble de violences qui prennent racine dans les rapports sociaux inégalitaires, fondées sur l'âge, le sexe, les normes sociales relatives à la masculinité et à la féminité. C'est un phénomène social qui affecte un grand nombre de jeunes filles et de femmes et qui a un fort impact sur la santé, la vie sociale et l'autonomisation économique des victimes.

Sur le chemin de la réparation raconte ces Camerounaises. Battues, violées, maltraitées, repassées, injuriées, mais qui tentent par tous les moyens de rester dignes et de survivre malgré le traumatisme. Certaines ont trouvé la force de s'engager. Un engagement qui est parfois le moteur de leur survie, de leur reconstruction. Une réparation qui est un long chemin, où chaque pas, où chaque jour gagné est une revanche sur la vie, une révolte face à leur oppresseur.

Sur le chemin de la réparation est l'exercice difficile de la prise de parole, en public, sur un sujet tabou. L'exposition en noir et blanc d'un linge sale, censé se laver en famille, loin de l'opprobre et du déshonneur. C'est un exercice de courage et d'engagement, dont les actrices s'appellent au choix survivantes ou militantes, mais jamais victimes.

Sur le chemin de la réparation, un travail réalisé par Rodrig MBOCK, photographe et Florian NGIMBIS, blogueur.

RODRIG MBOCK

est photographe et formateur camerounais. Formé par le World Press Photo, il est par ailleurs graphiste issue de l'Université de Rennes 2 en France. Inspiré par la société

dans laquelle il vit, il met l'humain au centre de ses travaux en traitant des sujets sociaux forts et engagés.

FLORIAN NGIMBIS

est écrivain et blogueur camerounais. Il s'est fait remarquer en remportant le Prix du Jeune Écrivain de langue Française 2008. Son blog Kamer Kongossa dépeint au vitriol, mais avec

humour et autodérision, le Cameroun contemporain. Ses nouvelles ont été publiées dans plusieurs recueils et revues littéraires.



Anne

Professionnelle du marketing

RENAISSANCE

Dix ans. C'est le temps qu'il m'a fallu pour me rappeler. Dix ans à me détester, à me haïr.

Pendant dix ans, je n'ai gardé qu'un souvenir vague de cette soirée. L'arrière-goût d'un verre de jus dans lequel ma conscience s'est diluée. Le lendemain, au réveil, on m'avait pris quelque chose de cher, quelque chose de précieux.

J'avais vingt ans. J'en ai passé dix à croire que c'était un acte consentant. Je voulais sûrement tout oublier.

Mais un jour j'ai accepté la vérité et malheureusement, je ne m'en suis pas sentie moins sale, moins polluée. Comme dans un enfer dantesque, je n'en étais qu'au premier cercle d'un cycle de violences qui allaient grignoter la vie en moi.

De retour au Cameroun, je me suis crue sauvée. Je me suis même prise à sourire à la vie et aux gens. Bien vite, j'ai déchanté.

J'étais frappée d'anathème. Poursuivie par une malédiction faisant fi des océans traversés pour lui échapper.

Aïe! Mère, j'ai même fait quoi à la vie non?

Et puis un jour, il y a eu des coups, plus violents, auxquels j'ai répondu par une violence équivalente. Un accès de rage qui m'a donné la force de partir, enfin.

Ce n'était hélas pas fini. Dépression, burn-out, stress post-traumatique, je me suis vue mourir à petit feu, incapable de réagir.

Aïe! Mère, donc c'est fini?

Des personnes essentielles m'ont permis de faire face à ma douleur. Elles m'ont accompagnée tout le long d'une douloureuse thérapie. J'ai sorti la tête de l'eau et qu'elle fut bonne cette première goulée d'air frais!

Le chemin de la rééducation fut long. Réapprendre à m'aimer, à aimer, à faire confiance aux gens, à côtoyer le sexe opposé.

Les personnes qui nous aident à tenir debout après des violences sont importantes, mais ne sont qu'une béquille. On décide toute seule de se relever, d'avancer, de se remettre à vivre. Je l'ai appris à coups de larmes, de spleen, de découragement, mais aussi de ténacité et de volonté.

On ne guérit jamais totalement. On ne se remet jamais entièrement, mais j'ai fait le pari d'avancer, un pari qui se concrétise à travers le regard d'une fillette, ma fille. Un regard lumineux qui balaie tous les doutes que j'ai pu avoir en un avenir qu'il y a peu, je n'envisageais même pas.



Billé Siké

Sociologue et co-fondatrice de l'ALVF

TRANSMISSION

En 1979, étudiante en France, mon chemin a croisé celui du Mouvement de Libération des Femmes. Également militante de l'UPC (Union des Populations du Cameroun), j'ai eu à affronter cette vision de la femme du groupe, pourvoyeuse de café pour ses camarades mâles.

C'est dans le cadre de ce double militantisme que j'ai rencontré mes sœurs de combat.

De retour au Cameroun, nous créons l'ALVF (Association de Lutte Contre les Violences Faites aux Femmes) en 1991, comme prolongement de notre engagement féministe. Nous sommes sept Camerounaises, fondatrices de la structure.

Au fil du temps et de l'expérience accumulée, nous avons structuré les défis et la philosophie de l'ALVF : montrer que nous, femmes camerounaises, pouvons militer et arriver au changement du statut de la Femme, n'utiliser que des fonds alloués pour l'unique objectif de changement du statut de la Femme et enfin, travailler pour répondre, non à notre cahier des charges en tant qu'association, mais aux besoins exprimés par ces femmes.

Les centres Vie de Femmes sont nés plus tard. **Dans ces centres, nous avons réparé, formé et rendu autonomes des femmes, majoritairement pauvres, trop souvent analphabètes.** Nous leur avons appris à aimer leur liberté, à s'instruire, à s'affirmer, pour échapper à cette coercition sociale qui veut tout leur imposer, jusqu'à leurs choix les plus intimes.

Mon combat est étroitement lié à mon histoire. Ma vie est l'histoire d'une rébellion vis-à-vis d'une autorité parentale qui malgré l'amour n'a eu de cesse d'essayer de m'imposer un projet de vie. Il a fallu que je me batte pour me faire comprendre. J'ai décidé de m'en sortir, pour avoir le pouvoir de tendre la main et aider les autres.

Je reste active, je demeure militante. Contempler la relève, ces jeunes filles formées par nos soins, me rend confiante. C'est le cas notamment de l'APAD (Association pour la Promotion de l'Autonomie et des Droits de la fille et de la femme), une association qui sensibilise dans les villages du Septentrion. Ma fierté, ma plus grande fierté est de voir ces jeunes filles se déployer dans leurs communautés, porter le plaidoyer à l'échelle nationale et internationale. La transmission s'est opérée et j'ai une confiance infinie en la graine que nous avons semée.



Minou Chris Tayl

Fondatrice de l'association J'Ai Décidé De Vivre

ENGAGEMENT

Les premiers coups sont arrivés après les premières infidélités. Se faire frapper pour avoir réclamé des explications... Le paradoxe conjugal.

J'ai pourtant vécu un conte de fées. Rencontrer l'amour, tout plaquer, mon pays le Cameroun, mes amis, ma famille, une carrière prometteuse de journaliste, pour m'installer au Bénin, avec l'homme de ma vie. J'avais la tête pleine de rêves et le ventre bruisant du vol de papillons.

Très vite, j'ai déchanté. Cloîtrée, isolée, j'ai découvert que nous n'avions pas de rêve commun, je n'étais qu'une séquence du sien. J'étais « trop blanche », car indépendante, trop extravertie, « pas assez africaine », pas assez soumise à son goût.

Ensuite, sont venus la violence psychologique, les silences, le rejet. Puis, il y a eu les infidélités, les coups. J'aurais dû partir, je ne l'ai pas fait. J'ai mis de côté mes valeurs, essayé de prendre le pli, donné le change, souri quand j'avais mal, rêvé quand j'étais désespérée. Je croyais être amoureuse, aujourd'hui je sais que j'étais sous emprise.

L'apogée? Un pic de violence inouï. Une nuit cauchemardesque durant laquelle j'ai été brisée, battue jusqu'au petit matin, pour avoir osé réclamer des réponses. Elle a marqué un tournant. Au sortir de là, j'ai voulu partir d'une manière ou d'une autre.

Et puis un jour, un 25 novembre, j'ai eu le courage de fuir. Sans ressources, l'idée du suicide m'a hantée tandis que sans-abri, je couchais dans les rues de Cotonou. Mon salut est le fait d'inconnus, d'âmes de bonne volonté qui m'ont exfiltrée et aidée à rallier le Cameroun.

La violence ne disparaît pas quand on part. Du moins, ses conséquences. J'ai fait face à ce moi brisé et détruit. Cauchemars, dépression, une suite d'épreuves. Certaines parlent du devoir de se relever et d'avancer. Il s'agit d'un parcours du combattant qui se fait pas à pas, chaque pas étant une étape à part entière.

Ma reconstruction a pris un tournant majeur suite à ma décision de témoigner, de raconter mon calvaire. Je l'ai fait sur les réseaux sociaux. L'impact se conjugue en centaines de messages reçus de femmes aux abois. Battues, violées, subissant des formes extrêmes de violence, de harcèlement, en silence, opprimées par la société, muselées par leur peur.

C'est ainsi que je suis devenue militante, c'est ainsi qu'est née J'AI DÉCIDÉ DE VIVRE.

L'envie de partir, de mourir, de tout laisser tomber, a toujours été présente. Mais, en luttant pour les autres, l'espoir a pu prendre le pas sur la colère, je me suis redonné vie.



Viviane

Travailleuse sociale et coordonnatrice de Sourires de Femmes

DIGNITÉ

Il était apprécié. Il était le grand frère, une figure du quartier, de celles qu'on respecte, à qui l'on ne prête nulle arrière-pensée. De celles à qui on se confie sans crainte, avec toute la candeur et la fougue de la jeunesse.

Il m'a pourtant violée. Moi, jeune lycéenne qui lui faisait confiance.

Qu'est-ce qui a été le plus douloureux ? La douleur de mon bas ventre à mon réveil. Un élancement sourd et lancinant qui m'a pliée en deux des heures durant.

Qu'est-ce qui a été le plus terrifiant ? Ne pas me souvenir. Le trou noir.

Qu'est ce qui a été le plus dégoûtant ? Le sang entre mes cuisses de gamine. La gueule de bois, reliquat indigeste de la drogue et de l'alcool que j'ai été contrainte d'ingurgiter.

Qu'est ce qui a été le plus humiliant ? Le regard des autres. Mélange mesquin de sous-entendus et de non-dits.

Il n'a pas nié, a juste eu besoin de semer le doute.

La société l'a aidé à faire de ses mensonges des vérités. Au procès de son crime, j'étais sur le banc des accusés, incapable de me défendre, incapable d'articuler, essayant de rassembler autour de moi les oripeaux de ce qui me restait de dignité.

« Aka ! c'est déjà une femme non ? La petite là est trop agitée. Elle l'a provoqué. Elle faisait quoi chez lui à cette heure ? Pourquoi elle ne s'est pas défendue ? »

Dans cette petite ville de campagne où tout se sait, ils m'ont emmurée dans un cercueil de silence et de honte.

J'en suis sortie, heureusement, aidée par l'amour de mon père.

J'ai été réparée par cet homme qui a su m'aider à ne pas sombrer. Un être de lumière qui a pu juguler les ténèbres à l'appel de plus en plus tentant et m'a rendu une partie de ce qu'on a failli m'ôter : ma dignité.

Malgré plus de bas que de hauts, j'ai terminé mes études et même si le quotidien n'est pas du rose de l'insouciance, je suis heureuse de me réaliser à travers mon engagement. Aujourd'hui travailleuse sociale, je suis coordinatrice de Sourires de Femmes, une association via laquelle j'aide des filles et des femmes brisées à reconquérir leur dignité. Je leur réapprends à sourire, je leur enseigne à cesser d'être des victimes, à devenir des survivantes, comme moi.



Winnie

Animatrice sociale

RELÈVEMENT

Il était une fois, une petite fille qui avait mal à la poitrine. Une petite fille effrayée du double bourgeonnement sur sa poitrine.

Grand-mère, j'ai mal.

La grand-mère palpa la jeune poitrine et fit la grimace.

C'est bien ce que je pensais. Des seins.

Le jour-même, elle fit ronfler le feu qui sommeillait dans sa cuisine et posa une spatule en bois près de celui-ci.

Elle dénuda la poitrine de la petite fille et apposa la spatule brûlante sur les bourgeons en pleine éclosion.

La petite fille hurla. Elle avait huit ans...

La grand-mère lui expliqua que c'était pour son bien, qu'à huit ans, elle ne pouvait pas savoir ce qui était bien pour elle, que les seins à cet âge, c'était mauvais.

« Je te ferai le repassage trois fois par jour. Après quelques jours, tu seras guérie ».

La douleur était trop intense et à l'entame du second repassage, la petite fille s'enfuit dans les hautes herbes derrière la cuisine. Elle pleura, regrettant l'absence de son papa et de sa maman. Un oncle, mandaté pour la rechercher, vola à son secours et la retrouva. Avant de la ramener, il la viola.

La petite fille essaya de parler, mais personne ne la crut. Elle fut taxée de sorcière. En grandissant, elle devint de plus en plus silencieuse et apprit à parler avec son corps, auquel elle fit subir les pires humiliations, sans se préoccuper des conséquences.

Elle tomba enceinte, à dix-sept ans. Le père disparut, comme victime du sort d'une méchante sorcière.

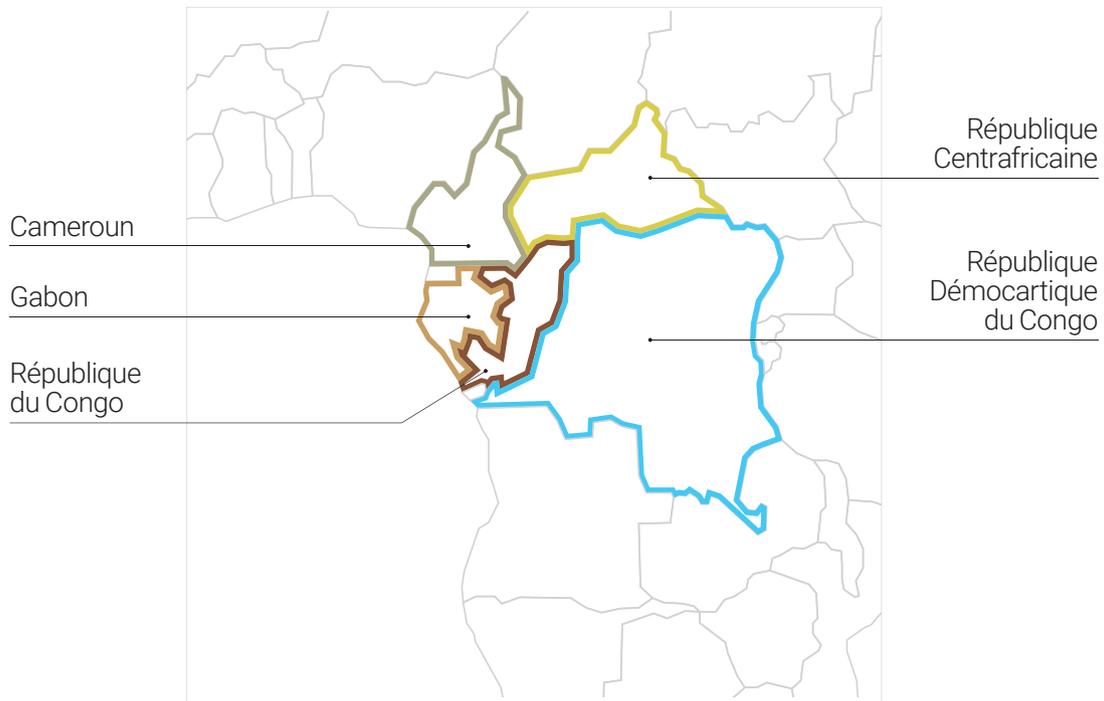
La jeune fille se mit à travailler dans une association qui aide à réparer les filles-mères. Mais elle ne savait pas comment les aider, car elle-même était toujours brisée.

Elle s'étiolait, se desséchait et finalement, ne put plus avancer. Alors, aidée par une autre tantine, elle se releva, et décida de parler, pour se libérer.

Elle parla, beaucoup. Elle pleura aussi. S'étant vidée, elle décida de se prendre en main, pour devenir quelqu'un de meilleur, libre du regard des autres qui l'accusaient d'un péché qu'elle n'avait pas commis.

C'est ainsi qu'elle décida de dédier sa vie aux autres petites filles, celles qui comme elles sont des victimes de grand-mères qui montrent leur amour avec des spatules chaudes. Celles qui pourraient être des victimes d'oncles déguisés en sauveurs, celles qui sont pressées de croquer la vie, quitte à sombrer dans le gouffre d'une grossesse précoce.

La jeune fille est désormais une jeune femme. Elle s'appelle Winnie et ceci n'est pas un conte, mais le combat de sa vie.



#MondeEnCommun